

La table ronde

Centrée sur les moyens à mettre en oeuvre pour mieux utiliser les ressources en eau au profit des hommes dans le cadre d'un développement durable, la table ronde préliminaire aux conclusions et résolutions qui constitueront la synthèse du colloque parvenu à son terme, peut s'ouvrir.

Animée par Monsieur Patrick LEGRAND, président d'honneur de France Nature Environnement, membre du Conseil Economique et Social, la table ronde a pour but de permettre aux intervenants successifs de faire part de leur point de vue et d'émettre leurs suggestions en fonction des expériences qu'ils ont vécues en tant que responsables.

Monsieur Lucien FINEL, en qualité d'élus de PARIS parlera des problèmes parisiens, à son tour, **Monsieur KIM HONG SEOG** évoquera ceux de SEOUL, puis **Monsieur MARTINEZ MORALES** s'étendra plus longuement sur l'énorme défi de MEXICO.

Monsieur Georges LACROIX montrera que même disposant de ressources encore plus abondantes des villes comme celle de MARSEILLE qu'il représente au colloque connaissent aussi des problèmes et s'efforcent de les résoudre.

Monsieur William FLOYD résumera les trois points qui préoccupent pour les 20 prochaines années, la Commission Européenne.

C'est à **Monsieur BEN BLIDA** qu'il reviendra d'aborder la situation méditerranéenne. Il soulignera les 4 caractéristiques générales au problème de l'eau avant d'insister sur les quelques points qui, selon lui, sont à prendre en compte pour

Table ronde

l'ensemble du pays du bassin méditerranéen, notamment sur sa rive sud.

Pour clore la table ronde **Monsieur PETRELLA** sera invité à exprimer la réflexion prospective très générale à laquelle il a été amené par ses responsabilités de secrétaire général de l'European Interuniversity Association of Society Science and Technology.

M. Legrand : Il me revient une tâche difficile, c'est à la fois non pas conclure parce que l'importance et l'ampleur du sujet ne le permettent pas, mais mettre un point d'orgue sur les thèmes abordés et peut-être aussi remettre les questions évoquées sous une perspective pratique et opérationnelle. Pour cette table ronde dont le thème, je vous le rappelle, a un titre un peu complexe mais qui s'appelle «Moyens à mettre en oeuvre pour mieux utiliser les ressources en eau au profit des hommes dans le cadre d'un développement durable», nous avons plusieurs types d'acteurs, d'une part des représentants des villes qui sont à la fois dans le concret quotidien et aussi dans la perspective à long terme, et d'autre part un certain nombre d'acteurs d'ampleur variable qui ont des compétences géographiques, techniques ou autres aptes à compléter le travail de la gestion des eaux à des échelles qui dépassent un peu celles des villes ou des agglomérations.

Le thème fait appel à trois ensembles de mots : des moyens, je crois que c'est un des premiers enjeux de cette table ronde ; un objectif : mieux utiliser les ressources en eau, un objectif qui est finalisé, comme on dit maintenant, au profit des hommes ; une perspective un peu neuve depuis la conférence de Rio de Janeiro qui peut être plus en France qu'ailleurs a besoin d'un petit coup de pouce pour être davantage prise en compte, la perspective d'un développement durable.

Je vais donc proposer une réflexion en trois temps. En premier lieu présenter un point de vue un peu général sur la question à partir de l'expérience vécue de la responsabilité assumée par chacun. Ensuite au cours du débat situer l'enjeu qui sera d'après les avis exprimés le plus important pour les 20 prochaines années. Enfin, poser une question, la question considérée comme la plus importante ou la plus déterminante, la question-clé, la question blocante.

Nous poursuivrons ensemble cette réflexion en demandant aux représentants des agglomérations d'intervenir. En premier lieu cela reviendra à M. Lucien Finel, adjoint au maire de Paris, c'est un élu, il a une charge politique lourde et de plus il est aussi président de la SAGEP. Ensuite, nous voyagerons, nous irons à Séoul avec M. Kim Hong Seog, à Mexico avec M. Martinez Morales, à Marseille avec M. Lacroix. Nous passerons ensuite du côté de la Communauté Européenne, avec M. Floyd. Puis M. Ben Blida, Président de

l'Institut Méditerranéen de l'Eau nous parlera des questions spécifiques des pays de la rive sud. En conclusion M. Ricardo Petrella «réorganisera» toutes ces questions à travers son projet de contrat mondial pour l'eau.

Lucien Finel - Paris :

Il me revient le privilège de parler des problèmes parisiens en qualité d' élu de Paris. Je vais donc faire un point rapide. Le réseau de distribution d'eau, ainsi que celui d'assainissement de Paris sont hérités des travaux considérables réalisés au XIXème siècle par le baron Haussmann. Nos services étudient et construisent actuellement les ouvrages du XXIème siècle, tant dans le domaine de l'eau que dans le domaine de l'assainissement. Les réalisations dans le domaine de l'eau s'inscrivent, vous le savez dans la durée, le siècle est souvent l'unité de temps de nos travaux. La modernisation ou l'extension des travaux sont prévus en général sur des décennies et doivent servir trois ou quatre générations. L'ensemble des actions ainsi engagées doit permettre d'aboutir à un mode d'exploitation des ouvrages dans la perspective d'une gestion de la ressource en eau équilibrée et totalement respectueuse du milieu naturel. Si ce qui a déjà été réalisé est considérable, ce qui reste à engager ou à poursuivre ne l'est pas moins. Il faudra compter encore une vingtaine d'années d'efforts. Les efforts financiers demandés aux contribuables donc à l'usager sont d'ores et déjà très importants, je dirai même trop importants. Les choix à faire pour les années à venir appellent donc lucidité, objectivité et responsabilité.

Une autre exigence qui nous paraît importante à Paris est la nécessaire prise de conscience de l'écart qui risque de s'accroître de plus en plus entre les capitales et grandes villes d'Europe avec les pays en voie de développement. Les missions effectuées à l'étranger tant par nos services que par différents organismes nationaux ou internationaux amènent à l'évidence à réfléchir sur les finalités de la protection de l'environnement étendue dans son contexte global et à poser la question : jusqu'où faut-il pousser les exigences en matière de qualité des eaux alors même que dans certains pays le respect des prescriptions minimales visant la santé immédiate n'est même pas imaginable avant très longtemps ? Les directives de Bruxelles (j'allais dire les dictats de Bruxelles) sont certes parfois très intéressants pour l'Europe, mais où est dans tout cela, dans tous les programmes que l'on nous propose, dans les réglementations que l'on nous impose tant au niveau des qualités, (on va peut être dans certains domaines un peu trop loin), la solidarité internationale au sens de la qualité des eaux potables, au plan de l'environnement, alors que nous dépensons en France et à Paris en particulier des fortunes pour améliorer non pas la potabilité car l'eau est potable à Paris depuis longtemps, mais la qualité, le goût, quand l'on fait des recherches par dizaines de millions sur la quantité de chlore à incorporer, ou sur la

Table ronde

qualité des tuyaux à choisir, tous les spécialistes de l'eau connaissent ces problèmes, alors que l'on «crève de soif» dans les pays du sahel et que les problèmes de santé internationale nous concernent aussi dans les travaux que nous menons.

La notion très large de développement durable ne doit pas faire oublier l'inégalité croissante devant la santé. Je dirai même qu'elle doit totalement l'intégrer. Par delà l'effort quotidien que nous faisons pour améliorer chez nous la qualité de l'environnement, nous devons nous garder d'une forme de gaspillage par respect des millions d'êtres humains pour lesquels la survie se pose avec plusieurs ordres de grandeur et de décalage par rapport à nos propres exigences aux normes en matière de protection de l'environnement. Je vous remercie.

M. Legrand : je pense que nous aurons l'occasion de revenir sur les «provocations» que vous avez faites sur le coût de l'eau notamment et l'évolution sur l'environnement luxe des pays développés. M. Kim Hong Seog souhaite nous parler de Séoul.

Kim Hong Seog - Séoul :

La ville de Séoul, capitale de la Corée compte 11 millions d'habitants soit un quart de la population de ce pays. Jusqu'à une époque récente, notre pays a disposé d'une eau potable de bonne qualité. Cependant, avec l'industrialisation et l'augmentation de la population, la contamination de l'eau potable devient un problème et dans les cinq années à venir, notre pays sera confronté à des problèmes d'insuffisance en approvisionnement en eau potable. C'est pourquoi le gouvernement envisage la construction de nouveaux barrages. La capacité d'approvisionnement en eau de la ville de Séoul est de 6 190 000 m³ par jour et la demande s'élève à 5 millions de m³. Nous utilisons des techniques combinées pour la purification de l'eau (sédimentation, filtration...). Les problèmes de pollution de l'eau nous ont contraints à envisager la construction de plusieurs usines de traitements des eaux. Nous sommes aussi convaincus qu'un meilleur usage de l'eau peut aider à éviter le gaspillage et c'est pourquoi les classes d'eau nous paraissent un excellent moyen de sensibiliser les jeunes générations au problème de l'eau qui, face à une industrialisation rapide, risque de se poser de manière aiguë dans notre pays.

M. Legrand : Des pays heureux et bénis où l'eau est partout et peuvent connaître des enjeux de pénuries, doivent commencer à se poser des questions en matière d'aménagement du territoire et de gestion de l'espace et aboutissent par imposer un certain nombre de pratiques en matière de recyclage.

M. Martínez Morales - Mexico :

D'hier....

Au cours du temps, l'approvisionnement en eau de notre ville a été l'objet d'un combat permanent dans lequel nous avons tiré profit de la présence de sources. Nous avons construit une infrastructure complexe et de grande taille.

A l'époque du Grand Tenochtitlan, l'approvisionnement en eau venait de sources situées dans la région. Au XVème siècle, afin d'amener aux habitants de l'eau originaire d'autres sources, l'Acqueduc de Chapultepec fut construit. A la fin du siècle dernier, la demande en eau s'est accrue et il était devenu obligatoire de creuser des puits pour pomper l'eau de l'aquifère de la vallée de Mexico. Cette activité n'a fait qu'amplifier dans la première moitié de ce siècle.

Malgré tout, ces puits se sont révélés insuffisants et il fallut rechercher l'eau dans des sources extérieures. D'abord, dans les années 50, l'eau a été puisée dans l'aquifère de la vallée de Lerma ; puis plus tard, dans le Système Cutzamala. Dans ce système, l'eau est transportée sur 127 kms et nécessite d'être pompée jusqu'à 1200 mètres afin d'atteindre l'altitude de la ville de Mexico.

....à aujourd'hui

En 1992, la ville est alimentée en eau avec un débit de 35 000 litres par seconde. 66% de l'eau provient de sources locales dont 64% de l'aquifère de la vallée de Mexico et 2% de sources et de rivières ; 34% a pour origine le Système Cutzamala et l'aquifère de la vallée de Lerma. Ces efforts permettent aujourd'hui aux habitants de Mexico d'être approvisionnés en eau à 98% au travers du réseau de distribution et à 2% avec des citernes portables et des camions citernes.

La consommation se répartit de la manière suivante : 67% domestique, 17% pour l'industrie et 16% pour les services des établissements commerciaux.

En matière de traitement des eaux usées qui est très important pour des utilisations ne nécessitant pas la qualité de l'eau potable, le système comprend 10 usines secondaires et 3 usines de pointe. En 1992, la production moyenne globale de ces usines s'est élevée à 2570 litres par seconde.

Les effluents sont utilisés pour l'irrigation des zones vertes, les lacs et canaux pour les loisirs, l'agriculture, le lavage des voitures et au cours de certains processus industriels comme les refroidissements et le lavage.

Table ronde

La préservation de l'eau

L'approvisionnement et la conservation de l'eau potable soulèvent divers problèmes :

- la taille et la complexité d'un système hydraulique qui doit fonctionner en permanence ;
- certains composants de ce système sont relativement anciens et ont une efficacité moindre ;
- le contrôle de la consommation et la facturation n'ont pas permis de réduire au niveau souhaité les subventions du gouvernement ;
- l'exploitation de l'aquifère de la Vallée de Mexico est à l'origine de tassements du sol dans quelques régions et a parfois affecté la qualité de l'eau ;
- des personnes vivent dans des zones non prévues pour une urbanisation ; l'approvisionnement en eau potable de ces zones généralement situées dans les parties les plus élevées de la ville est plus complexe ;
- face à la demande croissante en eau, il est nécessaire de puiser l'eau de sources éloignées de la ville, ce qui impose d'accroître les infrastructures et élève les coûts pour leur mise en place et leur maintenance ;
- l'emplacement des sources et la difficulté de transporter l'eau dans la partie orientale de la ville ont conduit à une répartition inégale de l'eau ;

Vers de nouvelles solutions

Il y a quelques années, des investissements importants ont permis de faire face à la demande. Ils ont permis d'accroître le système hydraulique et d'augmenter l'eau provenant de sources extérieures à la ville.

Aujourd'hui la situation a changé. Les enjeux économiques, la nécessité de préserver les ressources en eau et l'écologie obligent à un changement d'attitude radical vis-à-vis de la consommation de l'eau. Ce changement s'appuie sur une meilleure utilisation de l'eau par la population et à une meilleure gestion des dispositifs de production, de transport et de distribution de l'eau dans la ville de Mexico.

Le gouvernement a mis sur pied un programme pour une utilisation efficiente de l'eau, c'est-à-dire qui évite les gaspillages et assure les besoins en eau des individus et du secteur économique. Parmi les mesures prises, signalons

- la mise à jour permanente des informations sur les différentes composantes du système hydraulique ;

- l'intensification du programme de détection et de contrôle des fuites dans le réseau de distribution ;
- la surveillance permanente de la qualité de l'eau ;
- l'automatisation progressive du système d'approvisionnement en eau ;
- la création d'une usine expérimentale dont la tâche sera d'évaluer l'intérêt de nouveaux procédés pour rendre potable l'eau souterraine ;
- une utilisation plus intensive de l'eau de pluie par la construction de barrages, de systèmes de drainage et d'évacuation des eaux.

Des actions ont été mises en oeuvre au niveau du public :

- le changement à grande échelle des toilettes qui utilisent 6 litres à la place de 16 litres auparavant. Cette mesure a déjà permis d'économiser 98 millions de litres d'eau propre ;
- le contrôle des installations hydrauliques afin de détecter et d'éliminer les fuites ;
- des campagnes d'information à la télévision, la radio et dans la presse incitent le grand public et les jeunes à une utilisation «intelligente» de l'eau.

Par ailleurs, ces mesures sont accompagnées d'un renforcement de la législation sur l'eau.

L'approvisionnement en eau d'une mégalopole comme Mexico est un véritable défi qui ne pourra être relevé que si les responsables de la politique de l'eau et les habitants eux-même collaborent pour atteindre un même objectif : un niveau de vie amélioré grâce à une utilisation appropriée des ressources en eau.

En ce sens, l'échange de nos expériences respectives et l'évaluation critique des résultats sont fort utiles et contribuent à nous rapprocher de cet objectif.

M. Legrand : M. Martinez Morales vous nous avez décrit sans fard et sans faux-semblant une situation difficile. Vous nous avez aussi montré l'ampleur des changements et des évolutions des conceptions qu'il fallait mettre en oeuvre. Je pense que c'est aussi utile pour les pays qui sont riches en eau que pour ceux pour qui l'eau est un bien plus rare. Nous allons revenir en France avec M. Lacroix qui représente la municipalité de Marseille.

M. Lacroix - Marseille :

Même dans les pays qui sont plus riches en eau, des problèmes se posent. Je vais vous dire quelques mots de la situation de Marseille vis-à-vis de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales.

Table ronde

En matière d'eau potable, les ressources locales étant limitées, Marseille connut il y a 150 ans une très grave crise qui amena le conseil municipal à décider de faire venir l'eau de kms quoiqu'il en coûte. C'est la seule fois où j'ai vu un conseil municipal engager une dépense sans limitation. C'est vous dire si les marseillais étaient décidés à se garantir quantitativement vis-à-vis de la pénurie d'eau. Et cela a continué : aujourd'hui Marseille dispose de deux alimentations différentes pouvant chacune assurer la totalité des besoins. A l'amont il y a deux milliards de m³ de réserve, qui ne servent pas qu'à Marseille c'est sûr , et localement nous avons 3 millions de m³ de réserve qui nous assurent 8 jours d'autonomie totale.

En ce qui concerne la qualité, c'est allé moins vite mais on a mis en place la chloration qui a permis de réduire les risques sanitaires et aujourd'hui on est passé à l'ozonation. Et nous avons en outre une troisième alimentation souterraine en eau certes minéralisée et en quantité qui ne dépasserait pas un m³/s mais largement suffisant pour que les marseillais ne meurent pas de soif qui nous garantit contre toute pollution accidentelle ou criminelle des alimentations actuelles. Je pense que de ce côté là , la situation est bonne vis-à-vis du risque eau potable.

Au point de vue de l'impact sur l'urbanisme, je noterai simplement que, quand on a fait cette adduction, il y a 150 ans, il n'existait pas de pont et par conséquent Marseille ne s'est construit qu'en-dessous de la côte 150 car au-dessus on n'avait pas de pont. Et même aujourd'hui cette limite technique a été rarement dépassée.

En ce qui concerne les eaux usées, les choses sont allées moins vite comme partout ailleurs. Mais ce qui nous caractérise c'est que nous avons pris une autre attitude que celle des Eurocrates bruxellois. La directive «eaux usées» de 91, c'est une politique de moyens, c'est facile à édicter, encore plus facile à faire respecter, cela fait de très bonnes affaires pour les industriels de l'eau mais il n'est pas dit que cela soit le plus efficace. Nous sommes partis de l'observation du milieu et malgré les difficultés que cela présente, nous avons déterminé quelles étaient les actions à la source, sur les fluents, dans le milieu qui nous permettraient d'avoir la plus grande efficacité. Qu'en est-il aujourd'hui ? Un petit fleuve côtier l'Huveaume était un égout industriel charriant une pollution de 500.000 équivalent habitants. Aujourd'hui on y pêche des truites. Et nous avons laissé une pollution résiduelle purement organique de 30.000 équivalent habitants car il faut bien les nourrir ces truites. Quant au milieu marin, nous avons procédé à diverses dispositions et notamment mis en place une station d'épuration dont une partie se trouve d'ailleurs dans le site classé des

Calanques. On a mieux réussi qu'à Toulon avec le Capsicié où il y a des tas de problèmes. Aujourd'hui les plages de Marseille ont le ruban bleu mais il ne faut pas croire qu'on y parvienne uniquement avec une station d'épuration. Il faut faire la guerre aux petits rejets multiples qui certes ne représentent pas des quantités considérables de pollution mais se faisant quasiment dans les pieds des baigneurs et ont de graves conséquences sur la salubrité des plages. J'ajouterai que nous avons pratiqué une action à la source pour éliminer les éléments toxiques mais non pas les éléments nutritifs que nous continuons à déverser en Méditerranée dans des conditions telles qu'ils ne causent aucune eutrophisation, aucun dommage au milieu naturel car la Méditerranée étant une mer biologiquement pauvre, il ne faut pas la priver de toute nourriture.

Voilà donc la politique que nous avons conduit. Je suis prêt à suivre la politique des Eurocrates bruxellois le jour où la rivière qui arrose Bruxelles sera devenue une rivière à truites. Comme c'est pas encore arrivé, je continue la politique marseillaise. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille l'extrapoler telle quel à n'importe quelle ville. Nous avons il est vrai une situation très favorable sur le rivage méditerranéen. Nous nous serions trouvés à Venise, ce n'est sans doute pas la même chose que nous aurions fait.

Restent les eaux pluviales. Là, ça va moins bien. Au plan technique, nous avons mis en place une gestion en temps réel des eaux pluviales très performante. C'est un des systèmes en pointe au niveau international avec des radars météo, un très grand nombre de compteurs, un ordinateur qui nous permet de régler les déversoirs d'orage et de limiter à 5% le premier flot d'orage qui est déversé directement dans les milieux naturels. De ce côté là nous sommes en pointe. Mais là où cela va mal, c'est dans la gestion du risque urbain. La gestion du risque urbain a deux volets : un volet qui est la gestion de l'aléa, c'est-à-dire du risque de survenance d'une situation dommageable et la gestion de la vulnérabilité qui est la gestion des dommages susceptibles d'être produits par cet événement. C'est assez grave. Pour le seul fleuve de l'Huveaume, la zone inondable atteint 500 ha et nous avons 30.000 personnes qui y habitent ou qui y travaillent. Mais il faut bien voir que la gestion du risque urbain est quelque chose d'anti-électoral. Je m'explique : vous gerez l'aléa, vous allez prendre des mesures de protection contre les inondations, il n'y aura plus d'inondations. Or les élus sont habitués à dépenser de l'argent pour faire des équipements dont on voit ce à quoi il servent : des écoles, des terrains de sport, des voies nouvelles. Si vous dépensez de l'argent pour des inondations qui ne se produisent plus, cela ne marche pas. Quand à la gestion de l'aléa qui consiste à dire aux habitants où ne pas construire, ce qu'il ne faut pas faire, qu'il faut déguerpir dès qu'on annonce un orage, etc... prêcher misère, la gestion du risque urbain ne fait pas l'audimat de sorte que vous recommandez M. le

Table ronde

Président de faire une proposition importante : comment faire monter l'audimat de la gestion des eaux pluviales ?

M. Legrand : Vous avez fait votre synthèse. Vous avez même sorti le petit diable qu'il faut toujours avoir en réserve l'Europe et Bruxelles. Et cela tombe très bien puisque l'intervenant suivant, M. William Floyd qui est de la cellule de prospective de la commission européenne, va parler des questions de coût.

Commission Européenne - William Floyd :

Quelques réflexions sur l'eau d'un européen

La Commission Européenne a pris le parti, presque le réflexe de considérer tout problème dans le long terme. Il est vrai que les ressources en eau et la gestion de l'eau figurent au premier plan des préoccupations de la Commission pour les 20 prochaines années.

Premier point : il existe en Europe et tout particulièrement dans les pays de l'Est qui dans le futur entreront dans la Communauté européenne, des difficultés croissantes en matière de ressources en eau et sont très dépendants les uns des autres. Cette interdépendance ne facilite pas les bonnes relations entre ces pays qui ont tendance à s'accuser de manière vaine. C'est pourquoi, une manière de progresser, me semble-t-il, serait de poser le problème au niveau européen et de parvenir à une maîtrise de la gestion de l'eau qui soit pensée dans le long terme.

Deuxième point : la politique de tarification de l'eau et le contrôle de la demande en eau. Il me semble que contrairement à d'autres secteurs du marché de l'énergie (par exemple dans le transport), nous ne disposons pas encore des outils suffisamment sophistiqués qui permettraient de contrôler au niveau national la demande en eau grâce à une politique de tarification. L'élaboration de tels outils me paraît être un point capital pour qu'un pays puisse gérer de manière efficace la demande en eau.

Troisième point : les données quantitatives en matière d'eau. Il est quelque part rassurant d'apprendre qu'en France, les sources renouvelables sont 5 fois supérieures à la consommation annuelle d'eau. Il s'agit là de termes généraux et de moyennes fort imprécises. Il me semble essentiel pour un pays de pouvoir évaluer avec une certaine précision les ressources en eau, de prévoir les tendances en matière par exemple de taux de nitrates dans les aquifères, de suivre l'évolution des aquifères. Des données quantitatives relativement fines sur tous ces points manquent encore même dans nos pays. Or ces

données sont essentielles pour pouvoir fonder avec une certaine rationalité une politique de gestion des ressources en eau à l'échelle d'un pays.

La protection de la qualité de l'eau est une question qui préoccupe et intéresse de plus en plus le grand public. Les législations que nous avons élaborées au niveau européen vont dans le sens d'une exigence croissante du public en matière de sécurité de l'eau.

M. Legrand : après cette réponse du berger à la bergère, on va passer par-dessus la Méditerranée avec M. Ben Blida qui va nous parler de la concertation avec le public, de l'autre côté celui qui boit, qui salit et qui utilise.

Méditerranée - **M. Ben Blida** :

Avant de parler de participation peut-être pourrais-je faire un rapide tableau de la situation des pays de la Méditerranée, particulièrement des pays du sud et caractérisés par la rareté de la ressource en tout cas une rareté qui s'annonce très importante dans les années à venir et surtout par la probabilité très prochaine d'un certain nombre de ruptures dans l'alimentation des populations aussi bien pour leurs besoins propres que pour leur développement. Je peux rappeler certains des chiffres de M. Margat : au moins 5 pays sont guettés très prochainement par des ruptures sérieuses dans leur alimentation, certains pays du sud ont déjà passé le cap de ces ruptures, c'est-à-dire qu'ils puisent déjà dans des ressources qui ne sont plus des ressources conventionnelles, c'est-à-dire des ressources d'eaux souterraines ou d'eaux superficielles. C'est donc dans ce cadre que se situent les problèmes de gestion de l'eau et la recherche de moyens comme le titre de la table ronde nous y invite pour améliorer, pour apporter un approvisionnement en eau aux populations dans le cadre d'un développement durable, c'est-à-dire comment assurer le développement économique et social des pays en maintenant la disponibilité des ressources en eau, en volume et en qualité suffisante. C'est la préoccupation de tous les pays et des pays du sud. Il faudrait peut être ajouter un petit commentaire pour dire que les conditions dans lesquelles se développent les problèmes de gestion sont brutalement aggravées depuis ces dernières années (et seront encore plus graves dans le futur) par les problèmes de démographie qui rendent évidemment les besoins énormes et donc il y a un changement d'échelle dans les quantités qui sont demandées. C'est la **première caractéristique**.

La deuxième c'est le problème de la qualité de l'eau et de l'aggravation d'un certain nombre de pollution ou de réduction de la qualité de l'eau qui fait que par là même il y a aussi une réduction de la quantité disponible pour la mettre à disposition du développement et des populations.

Table ronde

Troisième caractère qui conditionne la situation, c'est la complexité et l'importance des ouvrages qu'il faut réaliser. Ce sont de grands barrages, de grands forages, de grandes adductions, ce sont des transferts de région à région qui sont de l'ordre de 150, 200 voire 300 km pour amener de l'eau d'une région à une autre.

Evidemment le corollaire est que la **quatrième condition** ce sont les coûts de ces ouvrages et la demande énorme de financement que les pays du sud ont du mal à réunir pour répondre à ce problème. Donc rareté de la ressource, des ruptures probables très prochainement dans des conditions économiques, financières et techniques difficiles. Voilà le problème résumé de façon peut être caricatural de la gestion de l'eau dans les pays méditerranéens, j'insiste dans les pays du sud évidemment, les pays du nord étant un peu mieux dotés de ce point de vue.

Quels sont les moyens à mettre en oeuvre, quelles sont les politiques que les pays mettent en oeuvre ? Il n'y a que deux voies relativement simples, c'est économiser l'eau et trouver de nouvelles ressources. Economiser l'eau : il y a toute une batterie de moyens à mettre en oeuvre qui vont de la réduction des pertes dans les réseaux (il y a un certain nombre d'actions qui sont menées dans les pays) pas seulement dans les réseaux d'eau potable mais dans les réseaux d'irrigation car l'agriculture dans les pays du sud est souvent irriguée. Je crois qu'il y a un élément important sur lequel je voudrais insister c'est la nécessité d'économiser l'eau dans les irrigations. Une économie ne serait-ce que dans les réseaux tels qu'ils existent, dans les périmètres tels qu'ils fonctionnent, une économie de 30% de la quantité d'eau est vraisemblablement possible. Cela voudrait dire si on le traduit pour l'ensemble des pays du sud de la Méditerranée un recul de l'échéance de rupture de dix à vingt ans selon les pays.

Parmi les autres moyens à mettre en oeuvre pour économiser l'eau, il y a celui de la participation des usagers et c'est le point sur lequel je voudrai insister. Et si j'insiste c'est parce que cette participation est très difficile à organiser, je suppose dans les pays développés mais elle est encore plus difficile dans les pays tels que ceux de la Méditerranée du sud. A l'heure actuelle la participation se fait d'une certaine façon parce qu'on fait payer l'eau ; La plupart des pays du sud commencent à payer. C'est une forme d'association à la responsabilité de la gestion mais ce n'est pas suffisant et ce n'est pas le meilleur moyen. Il est évident qu'on ne pourra pas aboutir à des économies substantielles dans l'utilisation de l'eau aussi bien potable qu'agricole, sans une participation active, responsable de l'ensemble des usagers. Il y a des tentatives qui sont faites ici ou là dans

certains pays et avec succès. Il est très important que l'ensemble de ces pays échangent leurs expériences, leurs informations et organisent la participation des usagers à la responsabilité de la gestion de l'eau dans leur pays. Je citerai quelques exemples : en Tunisie il existe des associations d'irriguants qui ont toujours plus ou moins existé mais que l'administration de l'eau a réussi à revivifier. Ces associations d'irriguants gèrent eux-mêmes l'eau mise à leur disposition. Ce n'est plus seulement les services techniques, c'est l'association qui gère l'eau mise à la disposition des irriguants. D'après les informations qu'on peut en avoir, les résultats sont très intéressants. Je suis persuadé que cette expérience qui existe déjà dans le domaine de l'agriculture et qui peut se développer dans l'ensemble des pays du sud peut également se développer dans un autre domaine qui est celui de l'eau potable. cela suppose un certain nombre d'interventions sur le plan institutionnel, sur le plan juridique et au niveau de la société elle-même et de l'organisation de la société.

Le dernier point : j'ai parlé d'économie, j'ai un peu insisté sur le problème de la participation, je parlerai aussi de l'autre volet, c'est-à-dire du développement des ressources nouvelles. Il y a d'abord les ressources fossiles. Il y a dans un certain nombre de pays du sud des ressources souterraines très importantes et qui sont exploitées par certains pays. Evidemment, il faut gérer cela de manière attentive et économique. Je cite uniquement pour l'exemple le fait que l'Algérie et la Tunisie gèrent ensemble dans le cadre d'un modèle de gestion les ressources souterraines du Sahara. Voici une première nouvelle possibilité de ressource. Le deuxième type, c'est la désalinisation. Certains pays la pratiquent déjà. Mais si je parle de ces nouvelles ressources c'est simplement pour insister sur le traitement des eaux usées et leur réutilisation. Il y a un gisement important de ressources nouvelles qui doit permettre aux pays proches de l'échéance de rupture de repousser cette échéance et de gagner un certain nombre d'années sur les problèmes de ressources. Certains pays ont déjà une avancée considérable qui devrait servir d'exemple aux autres et les aider à faire ces mêmes progrès, je voudrai citer Israël, la Jordanie et aussi la Tunisie, encore une fois, qui à l'heure actuelle irrigue environ 7000 ha à partir d'eaux usées traitées.

Ce sera là les quelques points où je voulais insister concernant les pays méditerranéens. Peut-être pourrais-je ajouter qu'il y a beaucoup d'échanges et de coopération et qu'il faut organiser ces échanges et ces coopérations.

M. Legrand : Vous avez bien fait de rappeler la responsabilité du citoyen de base qui n'est peut être pas uniquement là pour payer.

A l'échelle mondiale - **Ricardo Petrella** :

J'ai été pendant 16 ans un heureux eurocrate. Je parle maintenant au nom de deux présidents de petites organisations, l'une est l'Université Européenne de l'Environnement qui d'ailleurs avait été créée par M. Brice Lalonde à l'époque où il était ministre de l'environnement que je salue, et le groupe de Lisbonne que j'ai créé il y a trois ans avec des gens du Japon, de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. En fait dans le cadre de ces deux activités, nous sommes parvenus petit à petit à élaborer l'idée, la proposition du contrat mondial sur l'eau. Pourquoi ?

Contrairement au Président qui nous a invité d'abord à faire le scénario, voilà des hypothèses sur l'évolution dans les 20 à 25 années à venir, lorsque dans 25 ans, donc au bout de cette période, nous serons 8 milliards de gens, si des épidémies entretemps n'interviennent pour décimer la population mondiale. Au cours de ces 20, 25 années les processus de mondialisation de l'économie ne feront que s'amplifier. C'est une mondialisation de l'économie, non seulement de la production des biens et des services, des stratégies des firmes mais ce sera surtout une mondialisation du capital., notamment financier. Cette mondialisation du capital qui accélérera encore plus la mondialisation des biens et des services se fera sous les impératifs de la libéralisation de tous les commerces de biens et de services y compris l'eau, se fera sur l'autre principe à partir de la déréglementation, c'est-à-dire qu'on essaiera d'éliminer de plus en plus l'état en tant que régulateur du fonctionnement de l'économie, et finalement du principe de la privatisation des pans entiers de l'économie. Ce qui signifie mondialisation dans le cadre libéralisation, déréglementation, privatisation. On va essayer de réaliser l'utopie fantastique de tous ces gens qui ne rêvent que de voir le dieu «marché» régler toute la vie. On aura réalisé le Global Market Place, le marché mondial dans le cadre duquel bien entendu n'importe quelle entreprise peut venir assurer n'importe quels pays, ville, région, l'eau et toute autre chose. Et je ne m'étonnerai pas que Marseille dans vingt cinq ans aura une société américaine, ou coréenne (de Séoul) qui assurera l'approvisionnement de l'eau, si bien entendu le marché de l'eau à Marseille est rentable en termes monétaire et financier. Si, cher Monsieur de Marseille, vous n'êtes pas rentable, personne ne viendra chez vous et on vous laissera votre administration de l'eau entre les mains.

Dans ce contexte de mondialisation de l'économie, de libéralisation, de réglementation, de privatisation et surtout de compétitivité, on nous annonce déjà que tout le monde devra un peu se «serrer la ceinture» et que bien entendu on assistera à une baisse généralisée des revenus moyens et que, comme d'ailleurs toutes les statistiques le montrent depuis 1975, 76,77, il y aura une augmentation des inégalités de revenus au sein des villes du nord

comme du sud, au sein des régions, des pays et des continents. Or dans ce scénario, tout le monde dira, dans vingt cinq ans lorsque nous serons huit milliards de personnes il n'y aura plus d'eau pour tout le monde, parce que bien entendu il y aura des problèmes si on donne 1000 m³ d'eau à chacun, (et n'en parlons pas s'ils veulent consommer les 3000 l d'eau comme l'américain moyen des pays de l'ouest des Etats-Unis qui consomme 3000 l d'eau par jour tout usage confondu). Laissons la vérité des prix ! Il y aura un mic-mac entre l'offre et la demande de l'eau. Laissons les prix et les marchés bien entendu libéralisés, facteurs de remontées compétitives, faire les équilibres. Et puisqu'on assistera dans les 25 prochaines années à une augmentation des inégalités des revenus, on assistera à la baisse moyenne y compris à Paris et en France des revenus, la vérité des prix sera vite faite. Et la vérité, c'est qu'aujourd'hui il y a 1 milliard et 400 millions de gens qui n'ont pas accès à l'eau. Sur 5,6 milliards de gens, il y a 1 milliard et 400 millions qui n'ont pas d'accès à l'eau potable. Dans ce scénario où je me suis amusé (en pleurant bien entendu) nous aurons 3 milliards 500 millions de gens en l'an 2025 (lorsque nous serons 8 milliards) qui n'auront pas accès à l'eau potable.

L'enjeu : est-ce que nous sommes capables à l'échelle mondiale, hommes politiques, industriels, syndicalistes, scientifiques, ingénieurs, agronomes, mouvements associatifs, de définir les nouveaux principes, de nouvelles règles, d'inventer de nouvelles institutions, de nouvelles dynamiques, de nouveaux mécanismes, peu importe lequel d'ingénierie politique, financière, économique, sociale, participative ou pas, qui permettront à ces milliards de gens d'avoir l'accès à l'eau. Un contrat mondial de l'eau : l'eau par et pour les 8 milliards de gens. C'est cela l'enjeu. Vous me direz : quelle utopie ! Non, ce n'est pas une utopie, il faut le faire non pas bien entendu dans les 3 ou 5 années à venir. Il faut le faire pour les 30, 40 années à venir. C'est un enjeu qui sera résolu dans les 20, 30, 40 années à venir.

Quel est le coeur du problème de cet enjeu ? C'est que nous devons définir l'eau comme le bien commun mondial. Ce n'est pas une ressource stratégique comme on nous en rebat les oreilles. L'eau n'est pas une ressource. L'eau est un bien commun mondial de la première génération mondial que nous sommes, parce que la mondialisation est un fait réel ; la mondialisation de la richesse du monde est justement la nouveauté fantastique par rapport à la mondialisation de la richesse des nations et nous sommes en train de terminer maintenant le XIXème siècle en ayant passé vite sur le XXIème siècle parce qu'on passe de l'histoire de la richesse des nations à l'histoire de la richesse du monde. Et nous devons avoir des éléments de définition de cette mondialité de la condition humaine en identifiant des biens et des services communs qui caractériseront cette société mondiale par ce qu'elle est. Nous avons besoin de dynamique d'appartenance à cette société mondiale. Nous avons

Table ronde

besoin de dynamique de solidarité à l'échelle mondiale et nous avons besoins de dynamique de l'ingénierie de la citoyenneté à l'échelle mondiale.

Et l'eau pour moi et mes collègues du groupe de Lisbonne et de l'Université Européenne de l'Environnement, c'est l'enjeu qui à la fois sur le plan pratique parce qu'il n'y a pas de vie sans eau, et sur le plan rhétorique de la symbolique doit devenir le moteur de ce scénario alternatif.

En l'an 2025, il y aura 75 villes de par le monde, (si l'absence ou la mauvaise qualité de l'eau ne réduisent pas la population), qui auront plus de 15 millions d'habitants. Une seule ville sur ces 75 sera du monde dit «riche» : Tokyo. Les 74 autres seront des villes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine ; aucune dans les pays d'Amérique du Nord ; ni en Europe occidentale ; aucune à part Tokyo au Japon. Notre proposition comme contrat mondial est de dire : »travaillons à partir des villes, et non à partir des états» ; ne pas faire de politique nationale d'approvisionnement de l'eau. Immédiatement la raison d'état, les structures, etc...tout cela fera «tomber l'initiative à l'eau». Agissons au niveau des villes et demandons à 10 villes qui ont commencé à expérimenter l'eau comme bien commun de la localité et travailler ensemble avec au moins 20 villes des 75 villes qui vont avoir 15 millions d'habitants en l'an 2020. Parce que nous savons que, déjà maintenant dans ces villes, au moins 40% de la population n'a pas accès à l'eau. Donc travaillons ensemble pour rencontrer l'ingénierie politique, l'ingénierie institutionnelle, l'ingénierie des valeurs, l'ingénierie sociale. Je n'ai rien à dire là-dessus. Tout cela doit être inventé. Commençons à faire un contrat entre ces 10 villes et les 20 villes.

Commençons avec Montréal qui va devenir la ville du Monde de l'eau. Il y a le siège du secrétariat international de l'eau. Il va y avoir le siège du Water World Council. Il y a déjà le siège de la Fondation Mondiale de l'Eau. Le 27 avril on y a nous aussi une réunion avec d'autres villes et les modalités c'est coopérative. Tous les secteurs doivent y assister : les industriels, les hommes politiques, les mouvements associatifs, les scientifiques et les technologues. A mon sens, les scientifiques et les techno-scientifiques ont une très grosse responsabilité sur le fait que 1 milliard 400 millions de gens n'ont pas d'eau à l'heure actuelle. Et ils ont une très grande responsabilité du fait que le scénario que je vous ai décrit découlera d'eux aussi, parce qu'il faut accepter la mondialisation du capital, la mondialisation de la libéralisation, la mondialisation de la dérèglementation et de soumettre, d'instrumentaliser la science et la technologie à l'idéologie de la compétitivité. Les scientifiques à l'heure actuelle sont très responsables : la compétitivité est le seul principe d'utilisation de la connaissance de la science et de la technologie de par le monde.